

1. Augmentation de la production industrielle

Des signes de reprise de manifestent dans les principaux pays capitalistes.

a) Aux Etats-Unis

Le produit national brut réel a progressé de 9,4 % pendant le premier semestre 1972 (la progression la plus rapide depuis 1964). En juillet, l'indice de la production industrielle dépassait de 6 % son niveau de juillet 1971.

NB toutefois :

- 1) Ce redressement a été stimulé par un recours accru au crédit encouragé par l'administration Nixon afin de créer un climat favorable en prévision des élections présidentielles. Le volume des fonds d'Etat détenus par les banques d'émission ont augmenté de plus de 5 milliards de dollars depuis un an et le déficit budgétaire atteindra probablement 35 milliards de dollars.
- 2) <sup>Malgré</sup> l'accroissement d'activité, l'industrie ne tournait qu'à 79 % de sa capacité en juin 1972 - avec de fortes différences selon les secteurs.
- 3) Le chômage n'a pas sensiblement diminué et atteint encore 5,5 % de la population active d'après les chiffres (notoirement sous-estimés) de l'administration.
- 4) Le déficit de la balance des paiements reste considérable : de 4 à 5 milliards de dollars pendant le premier semestre 72 et l'une des causes essentielles de ce déficit -les investissements des sociétés américaines à l'étranger- persiste : ils atteindront 13 milliards en 1972 et les programmes des firmes prévoient des chiffres identiques pour 1973 et 1974.

b) Dans la C.E.E. : la production a également augmenté de façon sensible, surtout en Allemagne et en France.

c) En Belgique : l'index global de la production industrielle Agefi fait apparaître une progression de 3 % par rapport à l'année précédente pour les 7 premiers mois de l'année (indice moyen 243,3 en 1972; 235,7 en 71). D'après les indices bruts de la production industrielle de l'INS, la progression dépasserait même les 5 % pour les 5 premiers mois de l'année (6% si on inclut la construction).

Cette progression de l'activité est confirmée par l'augmentation de la production d'électricité : 11% de plus que l'année précédente pendant le premier semestre de 1972.

.../...

## 2. Différences selon les industries :

- Dans les charbonnages (qui n'occupent plus que 34.000 mineurs) la production est à peu près identique à celle de l'année précédente: 6.342.000 tonnes pendant les 7 premiers mois de 1972 contre 6.393.000 tonnes en 1971.
- Dans la sidérurgie, la progression est sensible : 8.280.000 tonnes d'acier brut pendant les 7 premiers mois de 1972 contre 7.622.000 tonnes en 1971, soit une augmentation de 8,6 %.
- Dans les fabrifications métalliques (secteur important puisqu'il occupe près de 330.000 salariés et appointés) les livraisons ont augmenté de 16% en prix courants pendant les 5 premiers mois de l'année. Les progrès sont surtout sensibles dans l'assemblage automobile (493.359 véhicules pendant le premier semestre 1972 contre 485.760 en 1971) ainsi que pour la technique électrique et les biens de première transformation.
- Dans l'industrie chimique, la production des 5 premiers mois de l'année dépasse de 10,6 % celle de 1971.
- Dans le textile, elle la dépasse de près de 5 %.
- Pour le ciment, la production du premier semestre 1972 dépasse de 4,3 % celle de 1971.
- Dans l'industrie pétrolière, la quantité de brut utilisé a augmenté de 16 % pendant le premier semestre 1972 (20,3 millions de tonnes contre 17,7 millions de tonnes).

## 3. Différences selon les régions

Si on observe une tendance générale à l'accroissement de la production, les rythmes de progression diffèrent selon les régions: pendant le 4 premiers mois de l'année, la production industrielle a augmenté de 8,3 % dans les régions flamandes, mais seulement de 1,7 % dans les régions wallonnes et de 1,9 % dans la région bruxelloise. (Si on inclut la construction, l'accroissement s'élève respectivement à 7,5%, 2,1% et 0,9%)

Cette différence des rythmes d'accroissement accentue une tendance qui se manifeste depuis plusieurs années: de 1964 à 1971, les indices bruts de la production industrielle ont augmenté de 47,6 % dans les régions flamandes, mais seulement de 16,6 % dans les régions wallonnes et de 12,9 % dans la région de Bruxelles.

Ce déséquilibre est particulièrement brutal dans certains secteurs: si la production charbonnière globale est restée presque identique à celle de 1971 pendant le premier semestre 1972, elle a augmenté de 5,1% dans le

.../...

bassin de Campine, mais diminué de 14,5 % dans le bassin liégeois et de 8,2 % dans le Hainaut. Le plan de fermetures élaboré par le ministère des Affaires économiques pour 1972-73 prévoit du reste la suppression de 6.700 emplois dans les bassins du Sud et d'environ 1.000 emplois dans le Limbourg.

#### 4. Eléments favorisant la reprise

##### A. Augmentation de la demande extérieure

Pendant les 6 premiers mois 1972, les exportations ont progressé de 12,4% en valeur nominale par rapport au 1er semestre 1971 (336 milliards de francs contre 295,2 milliards).

N.B. Cette progression provient en ordre principal des ventes aux autres pays de la CEE qui absorbent à présent 69 % des exportations de l'UEBL. Pendant le premier semestre 1972, les exportations vers ces pays ont augmenté de 14,2 %.

Les exportations vers le Royaume Uni ont aussi augmenté tandis que celles destinées aux Etats-Unis diminuaient légèrement.

Les exportations vers les pays du Comecon ont légèrement augmenté mais leur montant reste modeste : 1,7 % du total.

##### B. Augmentation de la demande intérieure

###### a) consommation privée

La reprise a également été stimulée par un accroissement de la consommation privée.

Les indices de l'INS font apparaître une augmentation sensible du chiffre d'affaires aussi bien dans le petit commerce de détail que pour les grands magasins. Ceci aussi bien pour les dépenses courantes des ménages que pour les achats de biens de consommation durables, articles ménagers, appareils électroniques, etc.

Le nombre de voitures neuves immatriculées a aussi progressé :

211.416 véhicules immatriculés pendant les 7 premiers mois de 1972, soit 31,6 % de plus qu'en 1971 (160.680) ce qui rattrape et au-delà la baisse de 12 % survenue en 1971, en grande partie à cause de l'introduction de la TVA.

Cette progression de la consommation a été rendue possible par un accroissement du pouvoir d'achat de la population, notamment par une augmentation de la masse salariale.

.../...

D'après la Banque nationale, les salaires moyens bruts ont augmenté de près de 12% entre juin 1971 et juin 1972. La hausse des prix et la non-indexation des barèmes fiscaux a certes absorbé les trois-quarts de cette augmentation nominale, mais il n'en subsiste pas moins une augmentation du pouvoir d'achat d'environ 3% qui a favorisé la reprise.

#### b) Logements et travaux publics

Les mesures d'encouragement prises en faveur du logement ont eu certains effets; pendant les six premiers mois de l'année, les carnets d'ordre se sont regarnis pour la construction de maisons individuelles et, dans une mesure moindre, pour celle des maisons en série. Mais ils ont continué à se dégarnir pour la construction de buildings.

Pendant les 2 premiers mois de l'année, 6.830 logements nouveaux ont été commencés, chiffre nettement plus élevé qu'en 1970 (4.031) ou en 1971 (3.593). Sur ces 6.830 nouveaux logements, 4.709 se trouvaient en Flandre, 1.423 en Wallonie et 698 à Bruxelles.

Les commandes publiques ont de leur côté stabilisé à un niveau assez élevé les travaux de génie civil, les travaux routiers surtout.

### 5. Eléments de précarité de la reprise

#### a) Faiblesse des investissements industriels

Le rythme d'expansion de la demande totale est jusqu'ici resté modéré du fait qu'il n'y a pas encore de reprise des investissements des entreprises. D'après une enquête de la Banque nationale sur les investissements décidés pour 1972, ceux-ci seront probablement inférieurs (de 4 à 7 % selon le mode de calcul) à ceux de l'an dernier.

La demande des biens d'équipement reste par conséquent hésitante, ce qui entraîne une baisse des ordres dans plusieurs branches des fabrications métalliques où le total des commandes inscrites pendant les 4 premiers mois de l'année ont diminué de 2 % à prix constants et seulement augmenté de 2 % à prix courants par rapport à 1971.

La durée moyenne assurée de l'activité dans l'industrie manufacturière n'augmente du reste que lentement: après être descendue à 3,77 mois (janvier 1972), elle s'est stabilisée à 3,80 mois (mai et juin 1972), ce qui est inférieur à il y a un an (4,21 mois en juin 1971).

.../...

## b) Précarité de la situation de certaines industries

Certaines industries dont l'activité s'est redressée ne verront pas forcément leur situation s'améliorer au même rythme par la suite. Le cas de la sidérurgie est typique.

Comme le constate le dernier rapport du Groupement des Hauts Fourneaux et Aciéries belges, "la meilleure tenue du marché sidérurgique reste essentiellement précaire et ne se maintiendra que pour autant qu'une politique de modération dans la production soit poursuivie par les producteurs de la Communauté".

Or les producteurs européens semblent de nouveau engagés dans une course aux investissements qui risque d'aboutir à un suréquipement qui réduira fortement la rentabilité des entreprises: les projets en cours d'exécution porteront leurs capacités à 163 millions de tonnes d'acier brut en 1972, soit 60 % de plus que la production de l'an dernier.

## 6. Persistance du chômage

Malgré le redressement de l'activité économique, le nombre de chômeurs continue à dépasser nettement le chiffre de l'an dernier.

Jusqu'en avril 1972, l'écart a continué à se creuser. Par la suite, il c'est légèrement atténué mais en juin 1972, on comptait encore 15.000 chômeurs complets de plus qu'un an plus tôt (78.538 contre 62.800) et cet écart est passé à 16.350 en juillet (82.845 contre 66.500).

Cette tendance se constate dans presque toutes les industries. Dans les fabrications métalliques, par exemple, l'emploi a diminué de 2 % pendant que les livraisons augmentaient de 16 %. Il en est allé de même dans le textile et dans l'industrie du verre, le nombre d'ouvriers occupés est passé de 21.600 à 20.400 entre avril 1971 et avril 1972.

Pour le chômage également, la situation diffère selon les régions. En janvier 1972, la Flandre comptait encore 3.091 chômeurs de plus que la Wallonie. Depuis lors, la proportion s'est inversée et, en juin 1972, la Wallonie comptait 2.337 chômeurs de plus que les régions flamandes. En juillet 1972, le taux de chômage était de 5,2 % en Wallonie, de 3,2 % en Flandre et de 2,4 % à Bruxelles.

Le chômage des jeunes (de moins de 25 ans) est celui qui a continué à s'accroître le plus et, en pourcentage il a avancé un peu plus en Wallonie.

Le niveau du chômage est particulièrement inquiétant dans la région liégeoise où on comptait 14.830 chômeurs complets en avril 1972, soit 17,5 % du total des chômeurs du pays - ce qui représente un taux de chômage de 9,2 %.

.../...

## 7. Finances publiques

Outre les indications contenues dans la note que j'ai rédigée pour le BP le 10/8/72, on peut constater que, bien que les recettes fiscales aient dépassé de plus de 4 milliards pendant les 7 premiers mois de l'année, la situation des finances publiques reste mauvaise.

(NB que cette plus-value est plus apparente que normale. Elle provient pour l'essentiel d'un afflux exceptionnel de versements anticipés d'impôts effectués en juillet (près de 35 milliards) que les contribuables ont le plus souvent empruntés aux banques pour bénéficier de la baisse du taux d'intérêt.)

L'impasse budgétaire -la différence entre les recettes et les dépenses ordinaires- a atteint 32,7 milliards pendant le premier semestre 1972, le double de l'"impasse" du premier semestre 1971 (15 milliards).

Le gouvernement a dès lors continué à recourir dans une mesure importante à l'emprunt: la Dette publique consolidée a augmenté de 41,6 milliards pendant les 7 premiers mois de 1972 (de 52 milliards en réalité car il faut ajouter les emprunts des Intercommunales routières).

## 8. Incertitudes monétaires

Cf Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank du 18/8/72 qui constate qu'en plus des rythmes inquiétants de l'inflation, "les prévisions conjoncturelles assez optimistes, qui sont applicables non seulement à la Belgique, mais aussi aux autres pays de la CEE, peuvent évidemment être compromises par l'aggravation du malaise monétaire".

Un an après la mise en oeuvre du "Plan Nixon" (15 août 1971), aucune solution n'a été trouvée à la crise monétaire internationale. Au même titre que les autres pays de la CEE, la Belgique continue à soutenir le cours du dollar inconvertible. De ce fait, la Banque nationale détient (21 août 1972) pour plus de 34 milliards de frs. de dollars non couverts contre les risques de change.

27/8/72

=====

Cette question n'a pas une importance primordiale à l'heure actuelle car il est douteux que les effets des plans éventuels de la CEE se fassent beaucoup sentir en Belgique dans les mois qui viennent. Quant à l'élargissement de la CEE (Grande-Bretagne, etc.), il n'entraînera pas non plus beaucoup de conséquences dans l'immédiat car il faudra plusieurs années de "phase transitoire" avant qu'il n'exerce tous ses effets. Tout au plus accentuera-t-il sans doute la tendance à la concentration et à la création de sociétés multinationales européennes. (Cf la création récente d'un trust européen du tabac englobant la Tabacofina).

Jusqu'ici, les pouvoirs réels de la Commission de la CEE sont encore assez restreints et c'est seulement en matière agricole que les décisions communautaires sont vraiment déterminantes.

- Mais l'agriculture ne joue plus qu'un rôle marginal dans l'économie belge (les agriculteurs ne représentent même plus 5 % de la population active).
- En fait, une des seules décisions communautaires qui ait eu des conséquences vraiment importantes en Belgique ces dernières années est l'introduction de la TVA. (Encore faudrait-il voir si la TVA a été instaurée uniquement pour appliquer une décision prise à l'échelle de la CEE - et si ce n'était pas aussi et même surtout parce que la TVA facilite la détaxation des exportations et des investissements).
- A part cela, les interventions de la CEE dans les affaires belges ont été rares et leur portée limitée.

(C'est ainsi qu'en avril 1972, une intervention de la Commission de la CEE a amené le gouvernement belge à modifier quelque peu la loi Leburton sur l'expansion économique qui accordait des "aides à finalité régionale" à pratiquement toutes les régions du pays, ce qui est contraire au Traité de Rome).

- Le budget de la CEE :

La CEE s'efforce de renforcer ses structures et d'accroître ses prérogatives.

- Depuis le 1er janvier 1971, la CEE a un budget autonome.

(jusque là, ses ressources étaient assurées par des contributions

.../...

directes des Etats membres à ses diverses activités - fonctionnement, politique agricole, politique sociale, etc.)

- Le budget de la CEE est alimenté :
  - a) par la totalité des "prélèvements" (droits d'entrée) sur les produits agricoles importés dans la CEE;
  - b) par une partie des droits de douane des Etats membres;
  - c) par une contribution budgétaire directe des Etats membres.
- Ce budget s'élèvera à environ 250 milliards de francs belges en 1973.
- Mais plus de 80 % de ce budget est reversé aux agriculteurs européens par le canal du FEOGA (Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles).
  - Ce système profite surtout à la France et aux Pays-Bas qui reçoivent de ce Fonds plus que ce qu'elles versent;
  - pour la Belgique, l'opération entraîne un léger déficit :
 

contributions Belgique à FEOGA en 1971 :	10.650 millions frs
sommes reversées par FEOGA	: 9.420 millions frs
- Les contributions totales de la Belgique au budget de la CEE se sont élevées à 12 milliards en 1972 (5  $\frac{1}{2}$  milliards de "prélèvements" et droits de douane; 4  $\frac{1}{2}$  milliards de contribution directe)
- en tenant compte des sommes reversées aux agriculteurs via FEOGA (de 9  $\frac{1}{2}$  à 10 milliards), l'intervention de la Belgique dans les frais de fonctionnement etc. de la CEE atteint donc de 2 à 2  $\frac{1}{2}$  milliards de f.b. à l'heure actuelle - ce qui ne représente qu'un demi-pour-cent du budget belge total.

#### Les programmes de la CEE :

Si son rôle réel est resté assez limité jusqu'ici, la CEE a depuis longtemps entrepris d'élaborer une série de projets visant à la réalisation d'une politique commune: en matière économique et financière - régionale - sociale - technologique et scientifique - énergétique - des transports, etc.etc.

- Mais il en va ainsi depuis des années et les résultats concrets sont modestes jusqu'ici.

Exemple : Un des objectifs majeurs de la CEE est d'aboutir à une politique économique et monétaire commune (Objet fixé par le Traité de Rome)

- Le "plan Werner" (rapport présenté en octobre 1970 par un groupe d'experts présidé par le Premier ministre luxembourgeois Werner)

.../...

fut salué comme un pas important dans cette voie.

- Ce plan, qui prévoit une unification par étapes s'achevant en 1980, devait débiter dès janvier 1971 par la coordination des politiques budgétaires et économiques, l'harmonisation des politiques de crédit et, surtout, la mise en route d'une politique extérieure monétaire commune.
- Aucun progrès réel n'a été fait dans ce sens et, lors de la crise du dollar d'août 1971, les différents Etats membres de la CEE réagirent en ordre dispersé. Quand ils parvinrent finalement à adopter une attitude commune face aux Etats-Unis, ce ne fut pas à l'intervention de la CEE, qui ne participa du reste pas comme telle aux négociations de Washington.
- Depuis lors, on reparle périodiquement du "plan Werner" et de la nécessité d'aboutir à une Union économique et monétaire, de créer une monnaie européenne, etc. En dépit de toutes les professions de foi européennes, les divergences d'intérêts entre les Etats membres de la CEE empêcheront d'arriver de si tôt à une véritable union monétaire - qui nécessiterait une politique économique, budgétaire, fiscale, sociale, etc. commune et impliquerait par conséquent une union politique.
- Et l'élargissement de la CEE (entrée de la Grande-Bretagne) augmentera encore les difficultés d'aboutir à des accords dès qu'il s'agit de problèmes vraiment importants.

NB. Que malgré la décision prise par les Six il y a six ans d'aboutir à une coordination de leur politique fiscale, leurs fiscalités divergent de plus en plus (la généralisation de la TVA n'y change rien car les taux de celle-ci sont très disparates).

- Même sur des questions apparemment faciles à régler, les réalisations sont extrêmement lentes.

Cf par ex. l'élaboration d'un statut de société anonyme européenne dont il est question depuis 1950 ! Un statut élaboré par la Commission a été remis au Parlement européen pour avis en juillet 1970. Depuis, on n'a pas avancé et, à une question posée à ce sujet, la Commission vient de répondre "qu'il est actuellement encore impossible de prévoir la date à laquelle ce statut pourra entrer en vigueur".

.../...

### Propositions

Si les effets de la politique de la CEE sont encore restreints, ils tendront pourtant à augmenter dans les années qui viennent.

- Et des projets apparemment anodins pourront parfois avoir des conséquences importantes.

Exemple : le projet de statut de société anonyme européenne prévoit pour celles-ci des conseils d'entreprise organisés sur le modèle ouest-allemand, c'est-à-dire avec cogestion).

- Il faut donc prendre l'habitude d'envisager les problèmes en tenant compte de leurs implications européennes éventuelles.

Par exemple : puisque la spéculation monétaire et la fraude fiscale s'effectuent de plus en plus à l'échelle internationale, demander que le gouvernement belge prenne l'initiative de proposer des mesures adéquates (levée du secret bancaire, contrôle des changes) à l'échelle européenne.

N.B. En ce qui concerne les retombées de décisions prises à l'échelle internationale, si celles de la CEE sont encore assez modestes, les conséquences d'autres engagements internationaux sont parfois sensibles :

- a) Les engagements pris par le gouvernement belge dans le cadre l'OTAN;
- b) Même certains accords Benelux. Le gouvernement envisage d'augmenter les droits sur l'essence - mais il ne modifiera pas les taxes sur le gasoil utilisé par les poids lourds (qui détériorent beaucoup plus les routes) parce qu'un accord Benelux sur le prix du gasoil le lui interdit.

=====

NOTE III. Intentions du "pouvoir" en matière de prix - revenus -  
finances - emploi. (P.Joye)

=====

Remarque préalable :

Quand on parle des intentions du "pouvoir" (= grand capital + états-majors des partis au pouvoir, etc.) il ne faut pas perdre de vue que celui-ci n'a pas toujours une stratégie bien définie, rigoureusement élaborée et qu'il a tendance à pratiquer une politique à courte vue, à suivre les événements plutôt qu'à les orienter.

- Le retard de la Belgique en matière de planification économique est significatif. Non seulement si on compare les pseudo-Plans du Bureau de Programmation aux Plans français mais aussi à ce qui se fait dans d'autres pays capitalistes : l'administration américaine et le gouvernement allemand interviennent de façon beaucoup plus systématique dans la vie économique.

- En Belgique plus qu'ailleurs, le "pouvoir" mène souvent un politique à la petite semaine - ce qui conduit parfois le gouvernement à adopter des attitudes aberrantes.

(Un exemple extrême fut donné il y a quelques années par feu Spinoy qui avait conçu un "plan anti-inflatoire" pour lutter contre la "surchauffe" mais le mit seulement en application avec un tel retard qu'entre-temps la conjoncture s'était retournée).

- Le grand capital lui-même ne semble pas avoir une stratégie bien cohérente même dans le domaine des affaires. (Exemple : la politique menée au cours des dix dernières années par la Société Générale qui prit nombre d'initiatives qu'elle abandonna ensuite - plusieurs "joint ventures" avec des firmes américaines qui se disloquèrent après quelques années - et passa la main à des firmes étrangères dans une série de secteurs où elle occupait des positions importantes : Sabca, ACEC, Papeteries de Belgique, Glaverbel).

- Il faut ajouter que le grand capital ne forme pas un tout cohérent et que les principaux groupes financiers tendent à s'orienter dans des voies divergentes, de sorte que leur optique n'est pas forcément identique. (Les activités de la Société Générale sont concentrées sur la banque et les industries de base. Solvay et l'UCB se limitent à la chimie. Empain s'occupe surtout de ses intérêts français et du tertiaire, etc.).

.../...

- Pour le volet "grand capital" du "pouvoir", on peut toutefois estimer que les vues dominantes sont exprimées par les porte-parole habituels de la FIB (Pulinckx et Provost) qui ont notamment confirmé leur option unitariste (cf. l'exposé de P. Provost sur la nécessité de l'unité de la politique économique de la Belgique en juin 1971). Ce qui ne doit pas nous faire perdre de vue l'orientation plus communautaire du V.E.V. (Vlaams Economisch Verbond) et de l'U.W.E. (Union Wallonne des Entreprises) de création plus récente, qui continuent néanmoins à préconiser une stratégie économique globale.

- Pour le volet "gouvernement", ne pas oublier non plus que son homogénéité n'est pas totale. Non seulement parce que certains ministres doivent tenir compte de leurs intérêts électoraux mais aussi parce qu'ils n'ont pas tous le même poids. Eyskens consacre surtout son ingéniosité à esquiver les problèmes difficiles et Cools est totalement ignare en matière économique de sorte que les deux hommes qui comptent vraiment sont à présent Vlerick et Simonet.

- S'il est donc difficile de parler d'intentions bien rigoureuses - car les mesures qui seront prises seront forcément influencées par des éléments contingents (intervention de divers "groupes de pression", considérations tactiques et électorales) il est néanmoins possible de discerner les grandes tendances de la politique que le "pouvoir" entend faire prévaloir.

### 1. SALAIRES ET REVENUS

Un des problèmes principaux est celui des salaires et des revenus.

(La plupart des autres problèmes y sont liés, au moins de façon indirecte. Le pouvoir d'achat des salaires est influencé par la hausse des prix, l'augmentation de la fiscalité, etc.)

Contrairement à ce qu'on dit parfois, le "pouvoir" n'est pas opposé à une certaine augmentation des salaires. A plus forte raison ne se fixe-t-il pas pour but de les bloquer ou de les réduire.

Nous ne sommes plus au 19e siècle et on ne peut plus affirmer (comme Marx le faisait dans "Salaires, prix et profits") que "si les salaires changent, les profits changeront en sens contraire".

Aujourd'hui, les salaires et les profits peuvent augmenter en même temps car le "gâteau" à partager grossit beaucoup plus vite qu'autrefois par

.../...

suite de l'accroissement rapide de la productivité (qui n'est pas uniquement dû à "l'accélération des cadences" mais aussi -et même essentiellement- aux progrès<sup>des</sup> techniques de production).

L'opposition travail-capital porte sur les proportions de ce partage et, sur ce point, les intentions du "pouvoir" sont claires : il entend que la hausse des salaires reste dans les limites compatibles avec le bon fonctionnement du capitalisme.

N.B. Une certaine hausse des salaires répond à la fois aux intérêts :

- a) sinon de chaque entreprise individuellement, du moins des entreprises capitalistes globalement, qui ont besoin d'un marché en expansion pour écouler une production de plus en plus orientée vers la consommation de masse;
- b) de la branche "politique" du "pouvoir", qui trouve là une justification de sa participation au gouvernement devant l'électorat.

Les limites des hausses acceptables par le "pouvoir" sont toutefois étroites et tendent même à se rétrécir parce que le fonctionnement du capitalisme coûte de plus en plus cher: nécessité d'amortissements accélérés par suite du vieillissement technique de plus en plus rapide d'un matériel coûteux dont les capacités sont rarement utilisées complètement, faux-frais croissants et gaspillages inhérents au système, etc.

Les hausses acceptables par le "pouvoir" sont donc nettement insuffisantes par rapport à ce que les travailleurs réclament - elles ne peuvent satisfaire les besoins de la masse de la population, besoins qui s'accroissent rapidement en fonction des caractéristiques mêmes du système capitaliste (mode de vie et conditionnement de la société de consommation).

Pour s'efforcer de limiter les hausses salariales, le "pouvoir" entend recourir à plusieurs moyens - directs et indirects.

1° Limiter les hausses salariales proprement dites en s'efforçant d'obtenir l'accord des organisations syndicales, d'éviter les grèves sauvages, etc.

- d'où les efforts pour développer la "concertation", la programmation sociale, bref pour intégrer le mouvement ouvrier dans le fonctionnement du système. (C'est le but de la substitution d'un "socialisme moderne" au réformisme classique).

2° Recourir à divers moyens qui aboutissent au même résultat sans le faire apparaître de façon aussi brutale, notamment par une politique des prix et une politique fiscale adéquate.

.../...

### A. Prix :

La hausse des prix diminue les salaires réels (retards et imperfections de l'index) et offre diverses facilités aux entreprises (marges bénéficiaires accrues, réduction des charges financières des emprunts, etc.). A condition toutefois que la hausse reste modérée (sinon, risques de prix non-compétitifs sur les marchés étrangers, déferlement de revendications, emballement des taux d'intérêt, etc.).

Le "pouvoir" semble décidé à poursuivre la politique des prix menée ces dernières années, c'est-à-dire une hausse modérée et constante ne dépassant pas celle des pays voisins - à laquelle le gouvernement contribue directement en augmentant tarifs et redevances et en pratiquant une politique budgétaire inflationniste (déficits financés par un recours systématique à l'emprunt).

Cf. déclaration de H.Simonet dans un entretien avec Pulinckx ("Impact", janvier 1972): "Je crois que nous devons apprendre à vivre avec une certaine inflation.

### B. Finances publiques :

Les intentions du "pouvoir" sont les mêmes en ce qui concerne les finances publiques (les deux problèmes sont du reste un peu liés).

- Par suite de la non-indexation des barèmes fiscaux, la hausse des prix (et par conséquent des revenus nominaux) augmente la charge réelle des impôts directs - et réduit par conséquent le pouvoir d'achat de la masse de la population. Et l'augmentation des impôts indirects - ou des redevances, tarifs des services publics, etc. - a les mêmes résultats.

Le "pouvoir" entend toutefois que cette augmentation de la charge fiscale touche aussi peu que possible les entreprises capitalistes.

(Cf. Simonet dans le même entretien : "Je crois qu'il faut accepter un budget déficitaire et réduire les demandes sur la ponction du secteur privé au maximum".

### L' EMPLOI

Si la reprise actuelle se poursuit, le "pouvoir" pourra prob<sup>b</sup>ablement trouver sinon des solutions, tout au moins des palliatifs en ce qui concerne les revenus, les prix et les finances pendant les mois qui viennent.

Il semble toutefois incapable de résoudre le problème de l'emploi, qui prend un caractère aigu dans certaines régions.

.../...

Pour y arriver, il faudrait en effet que le taux de croissance économique dépasse nettement les rythmes prévisibles. (Pour compenser l'accroissement de l'activité, l'augmentation prévisible de la population active et les suppressions d'emplois dans les secteurs structurellement en déclin, il faudrait que le taux de croissance atteigne 6 à 7 % en valeur réelle, ce qui est impensable dans les conditions actuelles. Et cela devrait s'accompagner d'une réorientation de la politique d'investissements assez radicale pour supprimer les disparités actuelles dans le développement des différentes régions.)

### PROPOSITIONS

Les tâches les plus urgentes sont évidemment :

- la lutte salariale (avec les revendications connexes pour maintenir le pouvoir d'achat - indexation des barèmes fiscaux, etc. - et les différentes formes de contrôle ouvrier susceptibles d'y contribuer).
- la lutte pour l'emploi.

S'il faut accorder l'importance voulue à ces luttes, il faut toutefois se rendre compte qu'il sera difficile d'obtenir des résultats bien importants en se bornant à cela et qu'il est indispensable d'aller plus loin - c'est-à-dire de réaliser de véritables réformes de structure.

Il sera peut-être difficile de le faire comprendre car si le mouvement ouvrier -et la FGTB en particulier- attachait beaucoup d'importance aux réformes de structure dans les années 60, cette revendication est peu à peu passée à l'arrière-plan.

Or la nécessité de telles réformes est plus grande qu'alors parce qu'il devient de plus en plus difficile d'apporter des solutions valables aux principaux problèmes qui se posent aujourd'hui sans recourir à des mesures qui porteront atteinte aux privilèges capitalistes.

=====

NOTE POUR LES MEMBRES DU B.P.  
-----

## EVOLUTION DE LA CONJONCTURE

===== (Léon Smaragd)

Faire des prévisions économiques est toujours hasardeux. Ceci est dû notamment à l'inconnue que représente le futur mais aussi à l'imprécision des données stratégiques qui devraient normalement permettre de connaître les situations présentes et passées. Une étude que l'OCDE vient de publier -et concernant la Belgique- le souligne encore en mettant en évidence la pauvreté de l'information statistique belge (cf. Libre Belgique du 28.8.72). De plus, la situation internationale particulièrement complexe ne facilite pas les choses.

X

X

X

L'année 1972 est pour la Belgique une année de net ralentissement dans la croissance économique. Ceci ne signifie nullement que les taux de croissance sont nuls ou négatifs; l'extension des activités économiques enregistre des taux de croissance moins élevés. Néanmoins, ces taux en croissance lente constituent un handicap sérieux dans la mesure où les investissements qui ont connu leur point culminant en 1970 nécessiteraient pour faire pleinement sentir leurs effets des taux de croissance au moins aussi élevés que ceux qui étaient observables à l'époque.

Ceci entraîne une double conséquence :

1. certains secteurs travaillent nettement en-dessous de leur capacité de production. En mai 1972, 29 % des entreprises travaillaient au maximum de leur capacité, contre 44 % en octobre 1969. Quant au taux d'utilisation des capacités de production, ils montaient à 83 % en mai 1972 contre 87,6 % en octobre 1969. Les carnets de commande n'assurent plus qu'une activité réduite (4,3 mois au début de 1971; 3,8 mois à fin juin 1972)
2. les décisions d'investir sont systématiquement postposées par les entreprises.

.../...

Corollairement, le niveau du chômage se situe à un degré plus élevé que l'an dernier à la même époque (78.538 chômeurs complets indemnisés en juin 1972 contre 62.838 en juin 1971).

Ces données ne doivent pas faire penser que la diminution des investissements atteint un point de crise : les décisions d'investissement pour des projets importants sont en nette régression mais les investissements de remplacement et d'entretien se poursuivent à un rythme normal. Cette situation se traduit partiellement dans les taux d'intérêt dont la tendance à la baisse n'a pas été très forte et pour lesquels un renversement de tendance est généralement attendu.

En effet, certaines tendances à la reprise se dégagent :

- exportation en progrès constant
- amélioration de la demande intérieure (directement liée au pouvoir d'achat de la population)
- augmentation des dépenses publiques.

Certaines conclusions peuvent être tirées de ces trois derniers points :

- pour s'opposer à l'augmentation du pouvoir d'achat, patronat et gouvernement avancent toujours l'argument selon lequel notre position exportatrice serait mise en péril. La bonne position persistante de notre balance commerciale -malgré les victoires des revendications sociales sur plusieurs fronts- doit être opposée à une argumentation éculée.
- l'amélioration de la demande intérieure est le résultat de la seule lutte syndicale. Il s'agit d'ailleurs là d'un point faible du système: si l'expansion de la demande intérieure stimule l'activité économique et permet à chacun de participer au progrès, elle est en contradiction avec les intérêts du patronat qui n'envisage que la rentabilité (surtout en comprimant les salaires) et son extension propre.
- l'augmentation du pouvoir d'achat peut également être en contradiction avec l'augmentation des dépenses publiques. Le plan que l'état a mis en route pour soutenir la construction, les budgets présentés pour l'année prochaine, les augmentations des rentrées fiscales prévues ou décidées doivent permettre au gouvernement

.../...

de réaliser ses projets de soutien à l'économie. Le plan est classique, tout comme il est classique d'en faire supporter l'effort par la population travaillanteuse.

En fait, le plan gouvernemental est comme un énorme soufflet dont les bras sont actionnés par les travailleurs pour attiser l'intérêt des patrons tandis que quelques braises leur sont laissées pour autant qu'ils soient déterminés et bien organisés.

x

x        x

### La Belgique et la conjoncture internationale

La patronat et le gouvernement aiment répéter qu'en Belgique un homme sur deux vit grâce à l'exportation. Ils aiment également faire remarquer que la hausse des prix est un phénomène auquel il est difficilement possible d'échapper car il est international.

Si cette affirmation comporte une part réelle de vérité, elle est aussi le résultat d'une politique délibérée. Si notre pays se trouve imbriqué dans un courant inflationniste, c'est parce qu'il a choisi un pôle économique plutôt qu'un autre. Les achats de dollars massivement effectués par la Belgique ces dernières semaines sont une manifestation du système d'alliances et de relations économiques que la Belgique privilégie et soutient jusqu'à ses égarements.

### La hausse des prix et l'index des prix à la consommation

Ces dernières années des critiques se sont soulevées contre l'index. Une mini-réforme a été mise en place en attendant les résultats d'une "grande enquête". Dans le même temps, les barèmes fiscaux ont fait l'objet d'une mini-indexation.

J'ai toujours été frappé par la pertinence des arguments avancés pour appuyer les deux réformes ainsi que par la très grande résistance opposée par le patronat et le gouvernement.

Ceci me fait penser que la hausse du coût de la vie est devenue un des moyens-clés de récupérer l'acquit des luttes syndicales. Le mouvement ouvrier doit constamment garder la réforme de l'index et l'indexation des barèmes fiscaux au premier plan de ses revendications.

=====

Propositions pour un

*Ed. J. Cornick*

MEMORANDUM DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

A M. De Saeger, négociateur.

Négocier dans la clarté.

Ne pas opposer les problèmes communautaires  
aux problèmes sociaux.

Notre intention n'est pas de nous appesantir sur les motifs immédiats et accidentels de la démission du gouvernement PSC-PSB.

Il est plus utile d'évoquer les causes réelles d'une crise gouvernementale qui n'est elle-même qu'un épisode significatif d'une crise plus profonde, mettant le régime lui-même en cause, et durant déjà depuis plusieurs années.

En décembre 1971, au lendemain des dernières élections, le parti communiste soulignait qu'à la crise communautaire soigneusement entretenue par les adversaires du fédéralisme venait s'ajouter une crise économique et sociale, liée notamment à celle du dollar.

Pour conjurer ce danger, le parti communiste proposait des mesures d'assainissement politique et de relance économique : octroi d'urgence de pouvoirs démocratiques réels aux régions; consolidation du marché intérieur par la défense du volume de l'emploi et du pouvoir d'achat des travailleurs.

L'équipe Eyskens-Vlerick-Simonet a tourné le dos à ces solutions de sagesse.

Les adversaires du fédéralisme véritable, membres du PSC-CVP et du PSB, ou encore de partis de l'opposition comme le PLP-PVV et la Volksunie, ont saboté l'installation de pouvoirs régionaux réels, notamment en refusant de consulter démocratiquement la population de zones linguistiques contestées.

Sur le plan économique et social, le gouvernement sortant a mené une politique d'agression à l'égard des travailleurs du privé et des services publics, à l'égard aussi des travailleurs indépendants. Il a donné la priorité à la protection des intérêts du grand capital.

.../..

Telles sont les causes du gâchis actuel. Ce rappel d'un proche passé doit aider à mieux comprendre le présent et à mieux ménager l'avenir.

Ne pas opposer les uns aux autres les problèmes urgents.

La tendance qui domine, à l'heure présente, est de subordonner mécaniquement la recherche d'une nouvelle formule gouvernementale à celle d'une majorité parlementaire de deux tiers, majorité requise par la constitution pour le règlement de certaines questions concernant les rapports entre communautés et régions.

De là découlent des marchandages et des supputations totalement étrangers aux réalités quotidiennes qui préoccupent les travailleurs.

De la bipartite consilidée à l'Union Sacrée, en passant par la tripartite classique ou non classique, aucune des solutions avancées ne peut être considérée comme satisfaisante a priori.

Le prochain gouvernement ne pourra se consacrer uniquement aux problèmes communautaires et ignorer les problèmes économiques et sociaux. Il ne pourra pas davantage faire le contraire. Le communautaire, l'économique et le social sont intimement liés par la situation même, et essayer de les dissocier ne ferait qu'aggraver le désordre.

Plutôt que d'inventer des formules gouvernementales, il faut donc rechercher d'abord les éléments d'un programme général valable.

Autrement dit, avant même qu'un nouveau gouvernement puisse être imaginé, certaines questions doivent être suffisamment claires pour réunir en toute hypothèse les majorités parlementaires requises.

Sans préalable aucun, des pouvoirs réels aux régions

Combien la clarté effraie les milieux de la grande bourgeoisie et les unitaristes de toute espèce, voués ou non, c'est ce que révèle la lecture de la déclaration qu'aurait du présenter devant les Chambres M. Eyskens, si l'attitude de ses coreligionnaires du CVP ne l'avait amené à se démettre.

.../..

Cette déclaration était un monument d'hypocrisie unitariste et - pour utiliser une expression à la mode - moins un credo qu'une Bible antidémocratique.

Le parti communiste tient à réaffirmer que des assemblées régionales élues au suffrage universel et direct, désignant leur exécutif et disposant de pouvoirs politiques, économiques et financiers réels, constituent l'unique solution viable au problème communautaire.

L'adoption de ce principe par une majorité parlementaire et populaire suffisante passe, dans ce domaine, avant tout.

Cette majorité peut et doit être obtenue par une large confrontation d'idées entre représentants de tous les partis et de toutes les grandes organisations sociales, à commencer par les syndicats.

Quant au jeu néfaste qui consiste à donner la priorité aux marchandages concernant les Fourons et la périphérie bruxelloise, il faut y mettre fin. Même la consultation démocratique des populations intéressées ne peut être considérée comme un préalable à l'instauration de pouvoirs régionaux réels.

La défense du volume de l'emploi et celle du pouvoir d'achat vont de pair.

La même confrontation d'idées entre représentants de tous les partis et de toutes les grandes organisations sociales serait utile, nous semble-t-il, touchant la protection des intérêts matériels de la population laborieuse.

Il ne s'agit nullement, pour le parti communiste, d'estomper l'importance de la Conférence de l'Emploi qui vient de commencer.

Cependant, dès le début de cette Conférence le ministre sortant Henri Simonet révélait les plans de la grande bourgeoisie en matière de politique sociale. Il préconisait le blocage des revenus, opposant ainsi la défense légitime du pouvoir d'achat des travailleurs à la défense non moins légitime du volume de l'emploi.

S'engager dans cette voie en reviendrait à opérer un tournant à droite. Le prochain gouvernement, quelle que soit par ailleurs sa composition, continuerait à faire retomber sur le dos des consommateurs la charge de dizaines de milliards de francs de T.V.A. devant être normalement payés par les grandes entreprises. Il combattrait les augmentations de salaires et d'allocations sociales motivées par la montée en flèche des prix et des impôts. Il accroîtrait encore l'aide publique sans contrôle au grand patronat. Ce serait un gouvernement de régression sociale.

Cette perspective ne concerne pas seulement les travailleurs syndiqués, leurs organisations, leurs dirigeants. Elle ne concerne pas seulement les classes moyennes. Elle concerne tous les militants politiques se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie. Elle met en valeur la nécessité du front syndical et politique préconisé dernièrement par la régionale Bruxelles-Hal-Vilvorde de la FGTB.

A plusieurs reprises M. De Saeger, dès le début de sa mission, a déclaré que le prochain gouvernement ne pourrait être conservateur. Il est bon, à ce sujet, de chercher des garanties. Et nulle garantie ne peut être meilleure que celle d'engagements publics pris ensemble par des militants politiques et syndicaux responsables.

Pour y voir clair : élaborer un programme.

Les réunions que le parti communiste propose devraient se tenir d'urgence. Il serait bon qu'elles précèdent la deuxième assemblée plénière de la Conférence de l'Emploi et les négociations interprofessionnelles de fin d'année.

Leur objet serait d'aboutir à l'élaboration d'un programme minimum que le prochain gouvernement serait tenu de respecter.

Que pourrait contenir le programme en question ?

D'abord, l'engagement de voter une loi dotant les régions d'assemblées élues au suffrage universel et direct, désignant leur exécutif et disposant

de pouvoirs politiques, économiques et financiers réels.

Ensuite, l'engagement de satisfaire les revendications syndicales en matière de revenus : salaire minimum interprofessionnel de 12.500 Fr. brut; pensions et allocations calculées sur la base du minimum de 7.500 Fr. net.

En outre, l'adoption d'un plan de défense de l'emploi, comportant en tous cas le blocage du niveau de l'emploi à l'échelle de chaque grande entreprise et de chaque sous-region, ainsi que le droit à la pension anticipée complète et la réduction de la durée du travail.

Des mesures devraient être prévues, enfin, pour contrôler l'aide publique aux entreprises privées, pour contrôler les prix, pour faire supporter aux grosses sociétés la charge fiscale à laquelle elles se dérobent.

Mais le moment n'est pas venu pour entrer dans les détails. Ce qui presse, c'est la concertation, c'est l'obligation pour tous les dirigeants d'organisations sociales de prendre publiquement leurs responsabilités en vue de dénouer la crise en cours aux mieux des intérêts populaires, des intérêts du pays.

Le Parti communiste de Belgique.

Titre :

" S'installer dans la crise ou organiser

la relance économique ?"

Les communistes répondent

à cette question.

La situation actuelle est à la fois proche et lointaine de celle qui existait le 25 juin 1968, lorsque le gouvernement PSC-PSB conduit par M. Eyskens se présenta pour la première fois devant les Chambres.

A l'époque, le problème brûlant était celui des régions et plus encore celui de la définition exacte des pouvoirs régionaux.

Il en est de même aujourd'hui, à cette différence près que les années ont passé et que les premières mesures ébauchées, les promesses faites et les derniers résultats électoraux décrètent sans équivoque, en ce domaine, l'état d'extrême urgence.

Par contre, le contexte dans lequel doit être réglée la question communautaire a considérablement évolué.

La haute conjoncture fait ses derniers pas. La hausse des prix a commencé, stimulée par le calcul inconsidéré des taux de la T.V.A. L'emploi devient précaire et le chômage menace. Une crise se dessine, annoncée par celle du dollar, auquel notre économie a été imprudemment liée.

Au cours de la prochaine législature et dès maintenant, les travailleurs de tout le pays et le nouveau gouvernement auront à répondre à une seule et même question : "Organise-t-on la crise ou organise-t-on la relance économique ?".

Défendre le niveau de vie et le marché intérieur.

A cette question, la réponse classique du grand patronat est connue d'avance.

Il sera dit qu'un Belge sur deux vit de l'exportation et qu'à des fins de concurrence internationale les travailleurs, pour conserver leur emploi, devront accepter des restrictions de salaires et des augmentations d'impôts. C'est la politique d'austérité, l'installation dans la crise.

Le Parti Communiste de Belgique ne manquera pas de proposer des mesures de défense et de développement du marché extérieur, dont il ne méconnaît nullement l'importance.

.../..

Cependant, il tient à affirmer que la défense du marché intérieur, qui s'identifie à celle du niveau de vie et du pouvoir d'achat est une tâche primordiale, dont dépend en premier lieu la relance économique.

A bas salaires, techniques déficientes. A techniques déficientes, capacité de concurrence amoindrie. Seuls les travailleurs dont les rémunérations sont suffisantes peuvent jouer leur rôle sur le marché mondial.

#### Délais, priorités et méthodes.

Dès aujourd'hui, chacun s'inquiète de savoir dans quels délais et selon quelle règle de priorité les questions essentielles devront être réglées.

Le Parti Communiste de Belgique estime que les problèmes communautaires, économiques et sociaux devront être abordés ensemble et dans les délais les plus brefs, parce que la situation actuelle les lie.

Il serait absurde de fixer des échéances impératives. Six mois devraient suffire, cependant, pour entamer l'application d'une politique générale constructive.

En outre, la consultation de toutes les tendances représentées au Parlement avant la confection des projets de lois principaux serait hautement souhaitable.

#### Rémunérations, emploi, impôts.

La défense du niveau de vie et celle de l'emploi sont deux questions étroitement liées entre elles.

Elles peuvent et doivent être réglées en grande partie à l'échelon parlementaire et gouvernemental, sans que soient limitées pour autant, bien au contraire, les initiatives syndicales.

Par conséquent, les propositions qui vont suivre n'ont aucun caractère limitatif.

La réforme de l'index et, en attendant celle-ci, toutes les mesures compensatoires permettant aux travailleurs de rattraper leur manque à gagner sont des tâches de grande urgence.

Viennent simultanément l'adoption légale d'un minimum interprofessionnel applicable dans le privé comme dans les services publics (120.000 francs par an) et celle des 75 % de ce minimum pour tous les allocataires sociaux, pensionnés, invalides, chômeurs.

En ce qui concerne ces derniers, il faut prendre en considération que déjà, dans des secteurs importants, ils touchent 90 % de leur salaire. La généralisation de cet avantage serait équitable.

.../...

Dans le domaine des impôts, deux directions sont à suivre. La première consiste à taxer les grosses fortunes selon des taux allant de 55 % pour les revenus de 3 à 5 millions à 60 % pour les revenus supérieurs à 5 millions.

La seconde consiste à indexer les revenus allant jusqu'à 300.000 Fr. et à exonérer tous les revenus inférieurs à 90.000 Fr.

Quant à l'emploi, la légalisation de sa garantie s'impose. Elle pourrait être facilitée par l'abaissement facultatif à 60 ans de l'âge de la pension, sans pertes d'avantages.

#### Pouvoirs réels aux régions.

L'aménagement légal et pratique de l'article 107 quater reste au centre de l'actualité. Il est d'ailleurs part intégrante d'une politique de relance économique.

Les communistes pensent qu'en ce domaine quelques principes doivent être admis et respectés.

Il s'agit d'abord de créer les institutions régionales et de leur donner simultanément, au suffrage universel et direct, leurs organes législatifs et exécutifs.

Les régions doivent avoir enfin des limites définitivement fixées, les populations des lieux contestés étant dûment consultées.

Un délai de six mois paraît raisonnable pour arriver à ces résultats.

Les conseils régionaux et leurs exécutifs doivent voir coïncider entièrement leurs responsabilités d'ordre politique, économique, social et culturel. Ceci implique l'unité complète du territoire administré. Il ne peut y avoir deux Bruxelles, deux Flandres, deux Wallonies.

Quant aux problèmes budgétaires, il est normal que le pouvoir central administre le plan économique général, les Affaires Etrangères, la monnaie, la Défense nationale.

Les pouvoirs régionaux présentent au pouvoir central leurs revendications.

Le pouvoir central détermine le volume de son aide aux régions. Il accorde en outre, à ces dernières, un budget qu'elles utilisent selon leur volonté.

Le critère présidant à la fixation des budgets régionaux et de l'aide centrale est celui des besoins réels. Priorité est accordée à la région que les circonstances ont défavorisée. Aujourd'hui, il s'agit de la Wallonie. Demain, il en sera peut-être autrement.

Choisir l'essentiel.

Il est bien certain que la protection des revenus et de l'emploi, ainsi que le problème des régions sont des problèmes extrêmement vastes.

Cependant, ils ne sont pas les seuls. Nous n'avons rien dit du logement, par exemple, ni d'ailleurs de la nécessité de nationaliser certaines ressources naturelles et sources d'énergie.

Nous sommes d'avis qu'il faut s'en tenir à l'essentiel, qui est la relance économique. Il serait intolérable, cependant, que durant la prochaine législature une attention particulière ne soit pas accordée aux besoins financiers de l'enseignement. Dans ce domaine, la lutte contre le surpeuplement des classes passe avant tout, à notre avis.

Cela étant dit, il faut en revenir au programme de relance, vu cette fois sous l'aspect international.

Défense du marché extérieur.

Depuis 1945 jusqu'à nos jours, la Belgique a étroitement lié son sort à celui des U.S.A., dont elle a été un des satellites les plus dociles.

Il est aujourd'hui démontré que cette opération n'est pas rentable et qu'elle risque de devenir déficitaire.

Nous sommes un pays exportateur mais nos débouchés sont ridiculement réduits. Notre retard sur l'Allemagne fédérale et la France, par exemple, en ce qui concerne la recherche d'ouvertures nouvelles vers les pays socialistes et le Tiers-Monde est grand et risque de nous coûter cher.

L'affirmation de notre indépendance à l'égard des U.S.A. et du système économique afférent à la division du monde en blocs s'impose donc. Elle doit se faire selon un plan.

C'est vers le commerce extérieur que cet effort doit se déployer dans l'immédiat.

Le Parti Communiste de Belgique est partisan de longue date de l'instauration d'un système de sécurité groupant tous les pays d'Europe, capitalistes et socialistes. Au sein de ce système, le P.C.B. estime que la Belgique pourrait avec fruit développer une politique de neutralité active.

Cependant, la recherche de ces solutions politiques ne peut retarder un seul instant l'action résolue en vue d'établir, avec un nombre maximum de pays, des relations économiques loyales et également profitables aux parties intéressées.

Si le parlement et le gouvernement s'orientaient dans ce sens, beaucoup pourrait être fait pour faciliter la lutte contre la crise qui vient.

Le Parti Communiste de Belgique.



PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

1921/1971

50 ANNEES  
AU SERVICE  
DU MOUVEMENT  
OUVRIER  
BELGE

KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

1921/1971

50 JAAR  
IN DIENST VAN  
DE BELGISCHE  
ARBEIDERS-  
BEWEGING

Avenue de Stalingrad, 29  
Stalingradlaan, 29  
BRUXELLES 1000 BRUSSEL  
TEL. : 12.01.00 - 12.01.09  
C. C. P. - 799.33 - P. C. R.

BRUXELLES, le  
BRUSSEL, de

MEMORANDUM DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE  
PRESENTE AU FORMATEUR DU FUTUR GOUVERNEMENT.

" S'INSTALLER DANS LA CRISE OU ORGANISER LA RELANCE  
ECONOMIQUE ET L'ESSOR DES TROIS REGIONS ? "

LES COMMUNISTES REPONDENT A CETTE QUESTION.

La situation actuelle est à la fois proche et lointaine de celle qui existait le 25 juin 1968, lorsque le gouvernement PSC-PSB conduit par M. Eyskens se présenta pour la première fois devant les Chambres.

A l'époque, le problème brûlant était celui des régions et plus encore celui de la définition exacte des pouvoirs régionaux.

Il en est de même aujourd'hui, à cette différence près que les années ont passé et que les premières mesures ébauchées, les promesses faites et les derniers résultats électoraux créent, en ce domaine, l'état d'extrême urgence.

Par contre, la situation politique générale dans laquelle doit être réglée la question communautaire a considérablement évolué.

La haute conjoncture a fait ses derniers pas. Pourtant, la hausse des prix s'est accélérée, stimulée par les taux excessifs de la TVA. L'emploi devient précaire et le chômage menace. Une crise se dessine, annoncée par celle du dollar, auquel notre économie a été imprudemment liée.

Au cours de la prochaine législature et dès maintenant, les travailleurs de tout le pays et le nouveau gouvernement auront à répondre à une seule et même question : "Va-t-on s'installer dans la crise ou organiser la relance économique et l'essor des trois régions"?

Défendre le niveau de vie et le marché intérieur.

A cette question, la réponse classique du grand patronat est connue d'avance.

.../...

.../..

Il sera dit qu'un Belge sur deux vit de l'exportation et qu'à des fins de concurrence internationale les travailleurs, pour conserver leur emploi, devront accepter des restrictions de salaires et des augmentations d'impôts. C'est la politique d'austérité, l'installation de la crise.

Le Parti Communiste de Belgique propose des mesures de développement du commerce extérieur, dont il sera question plus loin.

Cependant, il tient à affirmer que la défense du marché intérieur, qui s'identifie à celle du niveau de vie et du pouvoir d'achat est une tâche primordiale, dont dépend en premier lieu la relance économique.

A salaires insuffisants, techniques déficientes. A techniques déficientes, capacité de concurrence amoindrie.

#### Délais, priorités et méthodes.

Dès aujourd'hui, chacun s'inquiète de savoir dans quels délais et selon quelle règle de priorité les questions essentielles devront être réglées.

Le Parti Communiste de Belgique estime que les problèmes communautaires, économiques et sociaux devront être abordés ensemble et dans les délais les plus brefs, parce que la situation actuelle les lie.

Il serait déraisonnable de vouloir tout régler en vertu d'échéances impératives. Il ne faudrait pas, néanmoins, dépasser le délai de six mois avant de mettre au point une politique de véritable relance et d'entamer son application.

En outre, la consultation de toutes les tendances du Parlement et des organisations représentatives des forces populaires et démocratiques, avant la confection des projets de loi principaux, serait hautement souhaitable.

#### Rémunérations, emploi, impôts.

La défense du niveau de vie et celle de l'emploi sont deux questions étroitement liées entre elles.

Elles peuvent et doivent être favorisées, et en partie réglées, à l'échelon parlementaire et gouvernemental, tout en garantissant la pleine liberté d'action des travailleurs et de leurs syndicats.

Par conséquent, les propositions qui vont suivre n'ont aucun caractère limitatif.

.../..

.../..

La réforme de l'index et, en attendant celle-ci, toutes les mesures compensatoires permettant aux travailleurs de rattraper leur manque à gagner sont des tâches de grande urgence.

Viennent simultanément l'adoption légale d'un minimum interprofessionnel applicable dans le privé comme dans les services publics (120.000 Fr. par an) et celle des 75 % de ce minimum pour tous les allocataires sociaux, pensionnés, invalides, chômeurs.

Dans le domaine des impôts, deux dispositions complémentaires doivent être prises.

La première consiste à contrôler réellement les grosses fortunes et à les taxer selon des taux allant de 55 % pour les revenus de 3 à 5 millions à 60 % et davantage pour les revenus supérieurs à 5 millions.

La seconde consiste à indexer les revenus annuels allant jusqu'à 300.000 francs et à exonérer d'impôts tous les revenus inférieurs à 90.000 francs.

Quant à l'emploi, il s'impose de le garantir légalement. La référence obligatoire aux organes nationaux et régionaux du plan en cas de menaces de licenciement serait un premier pas dans ce sens. La garantie de l'emploi pourrait être facilitée par la généralisation de l'abaissement facultatif à 60 ans de l'âge de la pension, sans pertes d'avantages.

#### Pouvoirs réels aux régions.

Des institutions régionales, élues au suffrage universel et direct, peuvent favoriser une intervention efficace des forces démocratiques, pour stimuler une relance économique et un essor des 3 régions dans la satisfaction des besoins populaires.

Les régions doivent avoir des limites définitivement fixées, les populations des lieux contestés étant dûment consultées.

Un délai de six mois paraît raisonnable pour arriver à ces résultats.

Les conseils régionaux et leurs exécutifs doivent voir coïncider entièrement leurs responsabilités d'ordre politique, économique, social et culturel. Ceci implique l'unité complète du territoire administré. Il ne peut y avoir deux Bruxelles, deux Flandres, deux Wallonies.

Il est normal que le pouvoir central se charge du plan économique général, des Affaires Etrangères, de la monnaie, de la Défense Nationale, ainsi que de l'harmonisation des initiatives régionales.

.../..

.../..

Les pouvoirs régionaux qui doivent disposer de leur propre instrument d'investissement et de développement, présentent au pouvoir central leurs revendications. Il s'ensuit une concertation à l'issue de laquelle le pouvoir central détermine le volume de son aide aux régions et accorde en outre, à ces dernières, un budget qu'elles utilisent selon leur volonté.

Le critère présidant à la fixation des budgets régionaux et de l'aide centrale est celui des besoins réels. Priorité est accordée aux régions que les circonstances ont défavorisées. Aujourd'hui, il s'agit pour l'essentiel de régions wallonnes. Demain, il en sera peut-être autrement.

#### Choisir l'essentiel.

Il est bien certain que la protection des revenus et de l'emploi, ainsi que le problème des régions sont des problèmes extrêmement vastes.

Cependant, ils ne sont pas les seuls.

Un effort considérablement accru s'impose notamment dans les domaines de l'habitat et de l'enseignement, de l'environnement. Il faut construire beaucoup plus de logements sociaux et lutter contre le surpeuplement des classes.

Il est en outre indispensable de défendre et de développer le secteur public de l'économie (énergie, transport, banques).

Cela étant dit, il faut voir aussi le programme de relance sous son aspect international.

#### Développement du commerce extérieur.

Depuis un quart de siècle, la Belgique a étroitement lié son sort à celui des U.S.A., dont elle a été un des satellites les plus dociles.

Il est aujourd'hui démontré que cette opération n'est pas rentable et qu'elle risque de devenir déficitaire.

Nous sommes un pays exportateur mais nos débouchés sont par trop limités au Marché Commun et à la zone du dollar. Notre retard sur l'Allemagne fédérale et la France, par exemple, en ce qui concerne la recherche d'ouvertures nouvelles vers les pays socialistes et le Tiers-Monde est grand et risque de nous coûter cher.

Favoriser notre commerce extérieur avec les pays socialistes et les pays en voie de développement, c'est favoriser la "grande exportation"- c'est-à-dire celle qui stimule le progrès technique, avantage nos industries de pointe et, par ricochet, améliore qualitativement la structure

.../..

.../..

interne de notre économie déjà trop axée sur des secteurs économiques "classiques" en voie de tassement.

L'affirmation de notre indépendance tant économique **que** politique à l'égard des U.S.A. (et de notre opposition à la division du monde en blocs) s'impose donc. Elle doit se faire selon un plan.

C'est vers le commerce extérieur que cet effort doit se déployer dans l'immédiat.

Le Parti Communiste de Belgique est partisan de longue date de l'instauration d'un système de sécurité groupant tous les pays d'Europe, capitalistes et socialistes. Le P.C.B. estime qu'au sein de ce système la Belgique pourrait avec fruit développer une politique de neutralité active, orientée vers la paix mondiale. La réduction des dépenses d'armement serait, à cet égard, un geste significatif et utile.

Cependant, la recherche des solutions politiques ne peut retarder un seul instant l'action résolue en vue d'établir, avec un nombre maximum de pays, des relations économiques loyales et également profitables aux parties intéressées.

Si le parlement et le gouvernement s'orientaient dans ce sens, beaucoup pourrait être fait pour faciliter la lutte contre la crise qui vient.

=====

## Proposition de statut pécuniaire des pensionnés du Parti

### Age de la mise à la retraite des permanents

Les permanents accèderont à la retraite à l'âge de 65 ans, et ce quelle que soient leurs fonctions dans le Parti.

Cet âge de 65 ans est ramené à 60 ans pour les femmes et les bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale (invalides de guerre - prisonnier politique - prisonnier de guerre) qui ont droit à la pension anticipée sans abattement.

Le fait de accéder à la retraite ne signifie nullement la démission de ces camarades de leurs activités politiques bénévoles.

Le Parti espère au contraire bénéficier de longues années de leur précieuse collaboration.

### Base du complément financier accordé par le Parti

Dans les limites des possibilités financières:

1) Un complément est accordé, égal à la différence entre la pension perçue légalement et le montant maximum de la pension de ménage des Employés, au 1er janvier de l'année en cours (au 1/1/72, cette pension était de 115.000 frs l'an).

Ce complément est versé aux seuls permanents politiques, occupés comme tels à l'âge de la retraite et ayant 20 années au moins de prestation comme permanent du Parti.

2° Ce complément est ramené à 75 % de la différence définie au 1), pour les permanents politiques ayant de 15 à 20 ans de prestation.

3) Au dessous de 15 années de prestations, il n'est rien versé.

4) Les permanents collaborateurs techniques peuvent éventuellement bénéficier, selon les mêmes critères d'années de prestations, d'un certain complément, toujours inférieur à celui des permanents politiques.

C'est la Commission ad hoc, après examen du cas, qui propose les sommes à verser.

5) Toutes les propositions de la Commission ad hoc doivent être approuvées par le Secrétariat. Le BP en est informé.

### Dispositions transitoires

Aucun retraité ne peut toucher moins que le salaire net perçu au 31/12/71. (retraités visés au 1) ci-dessus, et ~~xx~~ adaptation dans les autres cas).

### Pensionnés parlementaires

Les pensionnés parlementaires reçoivent une gratification supplémentaire égale à la moitié de la valeur de leurs biennales, au moment de la prise de la retraite. Ils bénéficient intégralement de l'allocation familiale de solidarité pour leurs enfants à charge.

Ces mesures se justifient, en compensation de la perte par les pensionnés parlementaires et leur famille, des remboursements de soins pharmaceutiques assurés au titre d'assujettis salariés à la Sécurité Sociale et de V.I.P.O.

### Dispositions exceptionnelles

En fonction de besoins précis du Parti et exceptionnellement, seront maintenus dans le cadre permanent du Parti, les retraités qui à la demande du BP, sont d'accord de continuer leur activité comme permanent. Leur situation est revue annuellement.

L'indemnité à toucher par ces camarades en complément à leur pension est proposée par la Commission ad hoc, et sanctionnée par le Secrétariat.

REMARQUES SUR L'AMENAGEMENT DU FUTUR IMMEUBLE

(Coussement)

SOUS-SOL

- La porte anti-feu entre le sas d'ascenseur et le parking doit être continuellement fermée à clé. Le huissier et le concierge seuls en ont la garde.
- La porte anti-feu entre l'escalier qui conduit aux étages et le parking doit être l'objet des mêmes dispositions.

REZ-DE-CHAUSSEE

- La porte d'entrée doit être munie d'un oeillet et être solide (bois massif ou métal). Les gonds et la serrure doivent être solides et de toute sécurité.  
Cette porte est ouverte électriquement à partir de la cabine du huissier. Un parlophone est prévu à partir de la cabine du huissier. En fin de journée, ce parlophone débranché est automatiquement branché dans le living du concierge.
- La porte entre le sas d'entrée et le hall doit être commandée à partir de la cabine du huissier, pour ce qui est de l'admission. Mais elle doit pouvoir aussi être ouverte avec un clé spéciale.  
Pour ce qui est de la sortie, cette porte doit pouvoir être ouverte librement. Cette porte peut être en verre épais.
- La cabine du huissier doit être complètement inaccessible à partir du sas (impossibilité d'escalade, etc). Le verre du guichet doit être pare-balles.
- Le guichet devrait s'avancer dans le sas, en sorte que le huissier aie la possibilité de voir complètement les entrées, et de manière, si possible, à ce que les personnes se trouvant dans le cabinet d'attente ne puissent voir les personnes se présentant au guichet.
- L'espace de la cabine du huissier qui est près de l'ascenseur devrait être réservé en petit cabinet d'attente (1 à 2 personnes maximum). Une légère séparation à mi-hauteur, munie d'un portillon battant, serait prévue d'avec la loge du huissier.
- Les portes de l'ascenseur et de l'escalier doivent pouvoir être bloquée à l'ouverture, grâce à un dispositif électrique à partir de la cabine du huissier. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes dans ce cas qu'à l'aide d'une clé spéciale utilisée par le huissier, et se re-bloquer dès la fermeture.  
Elles doivent toutefois toujours pouvoir être ouvertes librement dans le sens de la sortie.  
Ces portes doivent être métalliques.
- Le huissier doit disposer d'un bouton de commande électrique d'alerte à tous les étages (incendies, etc...)
- Le central téléphonique, dans la cabine du huissier, est agencée de telle sorte que la conversation ne puisse être entendue à partir du sas ou du guichet.
- Les murs de la salle de lecture doivent être prévus pour des décorations (fresques, etc..)

PREMIER ETAGE

- Les murs de la salle de conférences doivent être prévus pour des décorations: murs du podium et portions de murs latéraux.
- Prendre à temps les dispositions avec les firmes spécialisées pour un équipement de traduction parfait ( il semblerait qu'il faille établir certains dispositifs dans le sol même de la salle)
- Les bancs peuvent être d'une seule pièce et fixes. Les sièges doivent être amovibles. Les bancs doivent comporter des cendriers. Une évacuation efficace des fumées doit être prévue.  
Chacun doit pouvoir parler de son banc et être entendu de toute la salle et des traducteurs. Un système de micros individuels fixes mais détachables paraît à cet effet le meilleur.  
La parole doit pouvoir être demandée à partir du banc, grâce à un bouton électrique, qui allume un voyant individualisé devant le président de la salle. Le président donne la parole en éteignant le signal lumineux, ce qui branche automatiquement le micro individuel du banc.  
Des micros individuels sont également prévus aux 2 tribunes.  
Le micro présidentiel doit pouvoir rester branché en continu.
- Les écouteurs de traduction doivent être incorporés à chaque banc, mais détachables.
- Le banc du présidium doit comporter 6 places.
- Un écran cinématographique escamotable doit pouvoir être tendu au niveau du podium.
- Un tableau noir escamotable doit pouvoir être amené au niveau de l'espace de l'une des 2 tribunes.
- La réserve doit pouvoir être transformée aisément en isoloir de vote.

ENTRESOL

- Les interprètes doivent pouvoir prévenir le présidium par un signal lumineux, et communiquer par parlophone avec le président.
- Un dispositif fixe d'enregistrement sur bande (longue durée) doit être prévu à demeure dans l'une des cabines.
- La conversation des interprètes doit être complètement inaudible à partir de la salle.
- Les interprètes doivent avoir une vue complète sur la salle
- Un dispositif de projection cinématographique doit être prévu dans l'une des cabines (16 mm et 35mm?)

DEUXIEME ETAGE

Le living du concierge doit être muni d'un parlophone qui se branche automatiquement, quant on débranche le parlophone du huissier. Comme pour le huissier, il doit être muni du même système de blocage des portes escalier et ascenseur du rez-de-chaussée, et du système de déblocage des portes d'entrée et sas d'entrée.

- B2/I Service social
- B2/2 Trésorerie
- B2/3 Dactylographie
- B2/4 Dactylographie
- B2/5 Polycopie

TROISIEME ETAGE

- B3/I Idéologie
- B3/2 Education politique
- B3/3 Education politique
- B3/4 Internationale
- B3/5 Internationale
- B3/6 Documentation
- B3/7 Idéologie
- B3/8 Idéologie
- Réserve: Documentation

QUATRIEME ETAGE

- B4/I Secrétaire national
- B4/2 Adjoint
- B4/3 Adjoint
- B4/4 Secrétaire national
- B4/5 Secrétaire national
- B4/6 Secrétaire national
- B4/7 Adjoint
- B4/8 Adjoint
- Réserve: -

CINQUIEME ETAGE

B5/1 Adjoint  
B5/2 Adjoint  
B5/3 Vice président  
B5/4 Président  
B5/5 Secrétariat du président  
B5/6 Vice président  
B5/7 C.C.P.  
~~B5/8~~ Salon d'attente  
Réserve:

SIXIEME ETAGE

- Le mur de la salle du conseil de direction doit être prévu pour la décoration.  
Un système d'évacuation des fumées doit être prévu, de même que dans la salle des Commissions.
- Le comptoir-bar doit être doté d'un système d'évacuation rapide des eaux de rinçage. Il doit contenir un coin pour le nettoyage des vaisselles avec eau chaude et froide.

DISPOSITIONS GENERALES POUR LES BUREAUX

Chaque bureau, de même que la salle du conseil de direction, la salle des commissions, le living du concierge, le bureau du bibliothécaire, doivent avoir accès au téléphone individuel.

Chaque bureau doit contenir une petite bibliothèque murale fixe.